

"Louange à Dieu,

Prière et Paix sur le Prophète, Sa Famille et Ses compagnons,

Monsieur le Président,

Majestés, Altesses, Excellences,

M. le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec joie que Je participe de nouveau au Sommet Mondial sur le Développement durable qui se tient sur cette terre du militantisme qu'est la République d'Afrique du Sud à laquelle nous sommes unis par le combat commun pour la liberté, l'unité et le progrès. Je salue la tenue de ce Sommet dont je considère qu'elle traduit la prise de conscience de la communauté internationale et son attachement continu au référentiel de la Déclaration de Rio, appelant à un développement durable axé sur l'Homme et sur la protection de l'environnement, patrimoine commun de l'humanité.

Cependant, les limites des progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la Déclaration de Rio depuis l'adoption de "l'Agenda 21", suscitent des interrogations pressantes sur les défaillances qui ont empêché l'application intégrale de cet Agenda.

Le devoir exige que l'on procède d'abord à son propre examen de conscience. Aussi, ai-je cru bon d'aborder les réalisations que le Maroc a accomplies en la matière, dans la limite de ses moyens.

Mon pays s'est employé à relever les défis posés par les effets néfastes des changements climatiques, de la sécheresse et de la désertification, mettant en œuvre, à cet effet, un plan national ambitieux et réaliste fondé sur une approche démocratique et participative et des programmes d'action voués à la protection de l'environnement et de la biodiversité. Il s'est attaché, parallèlement, à remplir ses engagements internationaux relatifs au développement durable. Ainsi, il a accueilli une série de rencontres internationales, notamment la 7ème Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, qui a fait du Protocole de Kyoto, un accord opérationnel.

Toutefois, quelles que soient leur bonne volonté et l'ampleur de leur contribution, le Maroc, comme les autres pays du Sud, demeurent encore aux prises avec les défis du développement durable, faute d'application intégrale des engagements internationaux en la matière.

Etait-il possible de relever ces défis malgré l'insuffisance de la coopération internationale, surtout en matière de financement et dans le domaine du transfert des technologies nouvelles, un transfert qui doit s'opérer, d'une manière rationnelle et compatible avec la préservation de l'environnement?

Qu'a donc fait la communauté internationale pour éradiquer la grande pauvreté qui frappe plus de 25 PC de l'humanité, et pour assurer aux populations démunies les conditions requises pour une vie dans la dignité?

Les différentes secousses et les violentes crises que le monde a connues ne constituent-elles pas de puissants arguments pour convaincre les plus sceptiques que la réalisation d'un développement durable est l'affaire de tous, et que c'est une responsabilité partagée?

Cette interrogation pressante se mue en un cri du cœur et de la conscience, dès lors qu'il s'agit de l'Afrique qui polarise notre attention, d'autant que notre continent compte le plus grand nombre de foyers de tension, outre les carences économiques et sociales qui l'accablent et les épidémies et autres maladies infectieuses qui l'affligent.

Les Etats d'Afrique, au même titre que les autres pays en développement, ont besoin que la communauté internationale s'intéresse à leur stabilité et à leur développement. Ils doivent pouvoir compter sur des partenaires engagés qui les aident à s'intégrer dans le système économique mondial.

Toutefois, au nom de la vérité et de l'équité, on ne saurait tout imputer à autrui, car, en effet, il incombe aux pays du Sud de veiller à l'exploitation optimale et judicieuse des ressources humaines et naturelles qu'ils recèlent. Au lieu de les dilapider dans des conflits artificiels, ils devraient les mettre au service de leur développement durable et s'astreindre aux impératifs de la bonne gouvernance. La démocratie doit y être consolidée davantage pour libérer les potentialités individuelles et collectives.

Nous devrions adopter une stratégie collective et globale sur la base d'un partenariat véritable, d'une solidarité effective et d'une proximité efficiente. Nous avons également le devoir d'établir les normes nécessaires pour endiguer la menace des changements climatiques, de la surexploitation des ressources hydriques, sylvestres et halieutiques et des pressions exercées sur les écosystèmes et la biodiversité.

La prise en charge par la communauté internationale de ses responsabilités pleines et entières en la matière, est assurément de nature à dissiper toutes les craintes. Elle aidera à ressusciter l'optimisme quant à l'émergence d'une citoyenneté universelle, fondée sur une solidarité humaine agissante, dans le cadre d'un partenariat efficient entre les Etats,

la société civile, le secteur privé et les organisations régionales et internationales. A ce propos, nous tenons à rendre hommage à l'Afrique qui a mis au point le NEPAD.

J'ai la certitude qu'un Sommet d'une telle envergure internationale, comptant une participation aussi massive et agissante, se tenant sur le sol de ce pays militant et sous la présidence d'un leader africain sage, Son Excellence le Président Tabo Mbeki, aidera l'humanité à aller de l'avant dans la longue et laborieuse marche vers le développement durable.

Je remercie la République d'Afrique du Sud pour l'hospitalité généreuse qu'elle nous a réservée et pour les efforts qu'elle a consentis pour assurer le succès de cette rencontre. Je tiens aussi à rendre hommage à l'Organisation des Nations Unies pour l'action qu'elle mène inlassablement pour un monde où règnent la solidarité, l'équilibre, l'équité et la coopération, dans l'intérêt des générations présentes et à venir.

Wassalamou Alaïkoum".

Maroc.ma